



Bilan de session : choc des valeurs Canada-Québec

Québec le 22 juin 2022 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou, ont dressé le bilan d’une session marquée par un choc des valeurs entre le gouvernement fédéral et le Québec, ainsi que par l’ineptie d’un Parti libéral peinant à assurer le fonctionnement de base de l’État.

« Outre la guerre en Ukraine et le convoi anti-mesures sanitaires, c’est l’offensive en règle lancée par le gouvernement fédéral contre le Québec qui a marqué la session. Justin Trudeau a officialisé son intention de s’attaquer à la loi 21 du Québec sur la laïcité de l’État ainsi qu’à la loi 96 du Québec sur la protection du français. Il a déposé un projet de loi sur les langues officielles qui ne protège pas le français au Québec, mais bien le droit d’angliciser les milieux de travail fédéraux. Il a cautionné l’effritement du poids politique de la nation québécoise au Parlement canadien. Dans tous les dossiers, le gouvernement Trudeau incarne un choc des valeurs entre le Canada et le Québec. Le Bloc Québécois, quant à lui, poursuivra son travail plus que jamais essentiel de défendre et promouvoir les intérêts du Québec », a déclaré M. Blanchet.

Selon Mme Vignola, la session aura également été le théâtre d’une démonstration d’incompétence fédérale. « Si gouverner, c’est prévoir, la crise des passeports trace le portrait d’un caucus ministériel usé qui peine à assurer les services de base aux Québécois. Le nombre de ministres libéraux ayant terminé la session sur la sellette en raison de bévues gênantes est inquiétant. C’est un gouvernement incapable d’être proactif, qui préfère les coups d’éclat devant les caméras à la saine gestion quotidienne des affaires de l’État », a-t-elle fait valoir, tout en ajoutant que sur les cibles de réduction des émissions de GES, ainsi que sur la demande des corps policiers de la mise en œuvre de la Loi sur les mesures d’urgence, les libéraux semblent avoir sciemment menti aux Québécois et aux Canadiens.

Un gouvernement déconnecté du Québec

Le Bloc Québécois a porté la demande de pouvoirs accrus pour le Québec en immigration devant un Justin Trudeau réfractaire. Le caucus bloquiste a de nouveau constaté la résistance des partis fédéraux à la laïcité de l’État lorsqu’il a proposé d’abolir la prière à la Chambre des communes. Il a soulevé le débat sur l’imposition de critères idéologiques au financement de la recherche scientifique, réflexion à laquelle le gouvernement Trudeau s’est refusé. Le Bloc a porté l’inquiétude des Québécois en matière de violence par armes à feu, notamment en déposant le projet de loi C-279 pour créer une liste des organisations criminelles, devant un gouvernement fédéral laxiste face au trafic d’armes et au crime organisé. Le Bloc Québécois s’est également porté à la défense de l’environnement devant un Parlement canadien favorable au projet pétrolier Bay du Nord, en pleine crise climatique. Le parti a également poursuivi ses combats pour l’augmentation du financement des soins de santé et l’abolition des deux classes d’aînés en bonifiant la pension de vieillesse de tous les 65 ans et plus.

« Si les libéraux voulaient convaincre les Québécois qu’ils auraient tout à gagner à s’occuper eux-mêmes de l’ensemble de leurs affaires publiques, ils ne s’y prendraient pas autrement. Ils ont utilisé la majorité artificielle dont ils se sont dotés avec le NPD pour se dresser contre le Québec. Les Québécois en prendront acte », a conclu Julie Vignola.